

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

[DÉMOCRATIE]

le 6 mai 2023



## France : crise démocratique ? Crise institutionnelle ? Crise politique ?

***Les raisons des crises interfèrent entre elles et s'alimentent les unes les autres : c'est à la gauche de donner des perspectives et des débouchés au mouvement social dans le cadre de la République.***

Depuis des mois, journalistes, politologues... s'écharpent pour définir la crise que traverse notre pays, sans jamais d'ailleurs proposer de solution d'ensemble. Nous sommes loin de l'analyse pertinente de la situation politique faite, en son temps, par François Mitterrand dans "Le coup d'État permanent". Il faut dire que les raisons des crises interfèrent entre elles et s'alimentent les unes les autres. Citons-en quelques-unes :

- Montée de l'abstention
- Le vote républicain de plus en plus contesté
- Délitescence des partis politiques traditionnels
- Services publics dégradés
- Pratique verticale du pouvoir
- Refus du dialogue et de la négociation avec les corps intermédiaires
- Aggravation des écarts de richesses
- Communautarismes
- Populisme
- Mise en cause de la Laïcité

Et si à tout cela, nous ajoutons la crise économique avec une inflation repartie à la hausse, le défi climatique et une situation mondiale instable, le cocktail est en effet explosif.

En revenant à la situation nationale, la crise actuelle semble constituer une étape cruciale dans la marche au précipice. Emmanuel Macron, à peine élu, déclare que les conditions de son élection "l'obligent" à changer de pratique politique, mais, dès qu'il gouverne, il retrouve la verticalité et l'autoritarisme de son premier quinquennat. Une Assemblée nationale sans majorité qui s'appuie sur les seuls moyens constitutionnels (49.3 etc.) pour légiférer contre l'opinion majoritaire des Français.e.s et les manifestations des syndicats unis, expression de la démocratie sociale.

Certains, se targuant d'une « union populaire » pilotée par un homme providentiel propagent leur détestation de la démocratie parlementaire (bourgeoise ?) et discréditent le Parlement en faisant le pari trotskiste d'un épisode révolutionnaire. Enfin, le Rassemblement national attend son heure, se notabilise et dissimule, derrière son silence, ses objectifs politiques fascistes, racistes et ultralibéraux.

.../...

Nous n'oublions pas que tout cela résulte de la volonté des Français.e.s. qui s'est exprimée à travers le suffrage universel. Et pour tout républicain, la démocratie et le suffrage universel ont toujours raison. Nous n'oublions pas que, parfois, l'extrême-droite fascisante peut arriver au pouvoir parce que les républicains et en particulier la Gauche n'ont pas été à la hauteur de leurs valeurs.

Alors revenons à l'essentiel : Emmanuel Macron doit se souvenir qu'au-delà de ses convictions idéologiques partisans, le Président de la République a aussi le rôle de rassembleur de la Nation. Si les députés macronistes sont les plus nombreux à l'AN, mais ils ne sont pas majoritaires.

Enfin la Gauche doit s'opposer, c'est pour cela que les Français.e.s l'ont élue. Mais l'opposition ce ne sont ni les invectives, ni les postures partisans. C'est faire des propositions constructives qui donnent des perspectives et des débouchés au mouvement social dans le cadre de la République.

Sinon, nous sommes dans le plus grand risque d'avoir l'extrême-droite fascisante comme horizon des Français.e.s dans 4 ans.

**Les Radicaux de Gauche** n'envisagent pas cette option et appellent à une mobilisation générale de la gauche d'opposition !